

Programme trans:formation

Plongée dans un Digi-Check à Lausanne

Par **Zélie Schaller**



↑ En groupes, les enseignant-e-s développent des idées pour leur école.

L'IFFP offre aux établissements scolaires des Digi-Checks pour réfléchir à l'intégration pédagogique des outils numériques. Face à ceux-ci, direction et enseignant-e-s partagent leurs craintes et leurs souhaits, avant d'établir une liste de leurs besoins.

C'est au tour des enseignant-e-s de retrouver les bancs de l'école. À l'ère du numérique, ils/elles doivent repenser l'enseignement de demain. L'IFFP leur propose des ateliers pour établir l'état des lieux de leurs pratiques et définir leurs besoins en matière de soutien et de formation. Immersion dans un Digi-Check, à l'École professionnelle commerciale de Lausanne (EPCL).

Tablette, attractivité, chronophage, béquille, obsolescence programmée, coupure Internet : tels sont quelques-uns des termes que les enseignant-e-s lausannois-es associent au numérique en milieu scolaire. Les yeux rivés sur leur smartphone, ils/elles inscrivent les mots qui leur viennent à l'esprit sur la plateforme interactive Wooclap.

Cette année, une cinquantaine d'établissements à travers toute la Suisse effectuent un Digi-Check. Sur les quelque 150 professeur-e-s que compte l'EPCL, une trentaine, de tous âges, participent de manière volontaire à

« Quand as-tu ouvert, toi, un dictionnaire papier pour la dernière fois ? J'ai moi-même donné le mien à Emmaüs il y a quelques mois. »



↑ Les tablettes offrent un large éventail d'applications en classe.

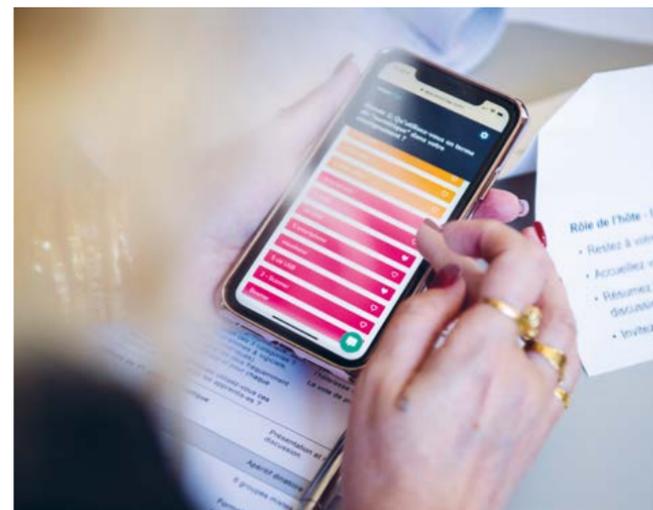
la journée organisée par l'IFFP. Marisa Marolda enseigne l'allemand. « Les questions liées au numérique se posent chaque jour dans mon travail. L'avis de spécialistes peut être utile », souligne-t-elle.

Pléthore d'outils

Deux experts de l'IFFP, Sébastien Angehrn et Patrick Vuilleumier, invitent les participant-e-s à faire l'inventaire des outils et programmes numériques qu'ils/elles utilisent dans leurs cours. Au sein des groupes, les réponses fusent : tableau blanc interactif, YouTube, Skype, Google Drive. De nombreux autres exemples sont cités.

Les échanges sont nourris, dans une atmosphère à la fois studieuse et décontractée : « Tu utilises cette application. Comment? », « Quand as-tu ouvert, toi, un dictionnaire papier pour la dernière fois ? J'ai moi-même donné le mien à Emmaüs il y a quelques mois. » Chacun-e partage ses expériences autour de la table. Et ce constat émerge aussitôt : les enseignant-e-s recourent plus qu'ils/elles ne le pensaient aux moyens numériques.

Les objectifs didactiques sont multiples. Le principal : rendre le cours plus dynamique pour susciter l'intérêt des



↑ Directement en action : les enseignant-e-s peuvent exprimer leurs opinions via leur smartphone.

apprenant-e-s. Traçabilité, gain de temps et adaptation au mode de vie des jeunes constituent d'autres motivations.

Enseignant-e versus coach

Si le potentiel du numérique est grand, il peut aussi susciter des craintes. Les problèmes techniques en font partie. Une enseignante d'anglais redoute un nivellement par le bas : « Avec les outils numériques, les élèves ne répondent plus que par oui ou par non. Ils/elles ne font plus de phrases. » Autre inquiétude : la perte de maîtrise technique et de légitimité.

« Nous n'avons plus un train d'avance. Un-e élève intéressé-e par un sujet particulier peut disposer de plus d'informations qu'un-e professeur-e avec Internet », relève Henri-Robert Rollier, doyen « ressources enseignement ». Dans ce contexte, le rôle de l'enseignant-e évolue : il/elle devient un-e coach. C'est ainsi qu'au moment d'identifier les besoins ressort en toute logique celui d'une formation en coaching.

Échanges entre établissements scolaires, personnes-ressources aux niveaux technique, didactique et pédagogique, panorama des bons logiciels actuels figurent également sur la liste des revendications. Sans compter un soutien financier, indispensable pour implémenter une véritable stratégie numérique.

Le corps enseignant compte prendre part à celle-ci à travers des groupes de travail et un réseau numérique composé d'un représentant par branche de chaque école vaudoise. Il entend, en outre, s'inspirer des meilleures pratiques scandinaves, suggérant des voyages (en train !) vers les pays nordiques.

Des recommandations concrètes à mettre en œuvre

« La journée s'est révélée enrichissante. C'est toujours intéressant de partager les bonnes pratiques entre collègues.



↑ Patrick Vuilleumier, expert de l'IFFP, commente les résultats d'un sondage adressé aux enseignant-e-s.

Je repars avec plein d'idées », se réjouit Marisa Marolda. Le formateur Patrick Vuilleumier abonde : « La participation a été active et les ateliers très productifs. » Lui et Sébastien Angehrn ont désormais pour mission d'élaborer « un rapport photographique » à l'intention de la direction. Ce document comportera les résultats, les craintes et les envies formulés dans les ateliers, ainsi qu'une synthèse et des recommandations concrètes à mettre en œuvre en vue d'une stratégie numérique. Outils, infrastructures, formation et soutien pédagogique aux enseignant-e-s sont concernés.

La directrice de l'EPCL, Geneviève Nanchen, partagera en toute transparence ces résultats. « L'école doit s'adapter à la société, mais le numérique restera au service de la pédagogie et non l'inverse », conclut-elle.

« L'école doit s'adapter à la société, mais le numérique restera au service de la pédagogie et non l'inverse », conclut-elle.

• Zélie Schaller, collaboratrice indépendante, Communication IFFP

► www.iffp.swiss/digi-check-pour-les-ecoles-professionnelles

Soutien et formation continue

Le Digi-Check de l'IFFP est l'un des trois volets du programme de soutien trans:formation, financé par la Confédération à l'intention des écoles professionnelles. Une fois les mesures définies, les établissements bénéficient d'un appui dans la mise en œuvre de projets au niveau pédagogique ou du développement de l'école, ainsi que d'une offre de formation continue pour soutenir l'intégration du numérique.

L'IFFP offre déjà une palette de cours de perfectionnement dans le domaine des Techniques de l'information et de la communication éducatives (TICE). Les enseignant-e-s des écoles professionnelles ont la possibilité de fréquenter ces cours gratuitement dans le cadre du programme trans:formation.

► www.iffp.swiss/transformation

Programm trans:formation

Eintauchen in einen Digi-Check-Workshop in Lausanne

Von **Zélie Schaller**



↑ In Gruppen erarbeiten die Lehrpersonen Ideen für ihre Schule.



↑ Für Tablets gibt es im Unterricht eine Vielzahl von Einsatzmöglichkeiten.

Mit seinem Digi-Check-Angebot will das EHB Schulen dazu anregen, über den Einsatz von digitalen Hilfsmitteln im Unterricht nachzudenken. Der Workshop bietet Schulleitungen und Lehrpersonen Gelegenheit, über ihre Zweifel und Wünsche zu sprechen und eine Liste ihrer Bedürfnisse zu erstellen.

Heutzutage ist Weiterbildung für Lehrpersonen besonders wichtig. Im digitalen Zeitalter müssen sie sich Gedanken über den Unterricht der Zukunft machen. Hier kommt der Digi-Check des EHB ins Spiel. Im Digi-Check-Workshop wird eine Bestandesaufnahme gemacht und der Bedarf für Unterstützung und Weiterbildung festgelegt. Wie das vonstattengeht, zeigt ein Einblick in den Digi-Check-Workshop, der an der Kaufmännischen Berufsfachschule Lausanne (EPCL) stattgefunden hat.

«Tablet», «Attraktivität», «Zeitfresser», «Krücke», «vorprogrammierte Veralterung», «Internetausfall»: Das sind nur einige der Begriffe, die den Lausanner Lehrkräften zur Digitalisierung an Schulen in den Sinn kommen. Ihr Blick ist auf das Smartphone gerichtet. Auf der interaktiven Plattform Woodlap geben sie ein, was ihnen zum Thema einfällt.

Dieses Jahr machen rund 50 Bildungseinrichtungen aus der ganzen Schweiz einen Digi-Check, zu diesen ge-

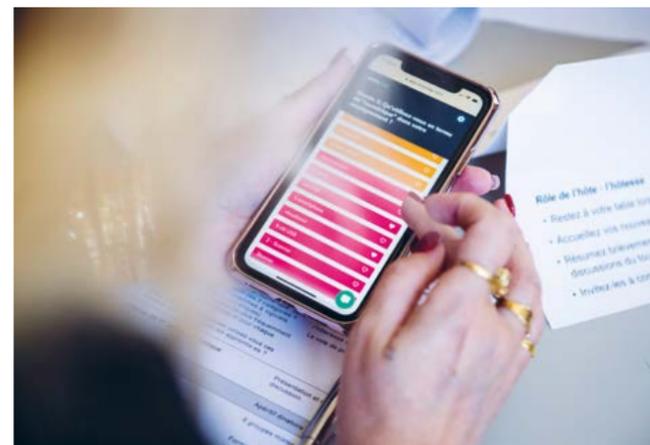
hört auch die Kaufmännische Berufsfachschule EPCL in Lausanne. Von den 150 Lehrer/innen der Schule nehmen rund 30 Personen jeden Alters freiwillig an der vom EHB organisierten Veranstaltung teil, unter ihnen auch die Deutschlehrerin Marisa Marolda. «Fragen rund um die Digitalisierung beschäftigen mich täglich bei der Arbeit. Die Meinung von Fachpersonen kann da hilfreich sein», findet sie.

Eine Fülle von Hilfsmitteln

Die zwei EHB-Experten Sébastien Angehrn und Patrick Vuilleumier fordern die Teilnehmenden auf, ein Inventar der digitalen Hilfsmittel und Programme zu erstellen, die sie in ihrem Unterricht nutzen. In den Gruppen kommt vieles zusammen: interaktives Whiteboard, YouTube, Skype, Google Drive usw.

«Wann hast du das letzte Mal ein gedrucktes Wörterbuch benutzt? Ich habe meines kürzlich in der Brockenstube abgegeben.»

Der Austausch ist intensiv, die Atmosphäre entspannt. «Arbeitest du mit dieser App? Wie?» – «Wann hast du das letzte Mal ein gedrucktes Wörterbuch benutzt? Ich habe meines kürzlich in der Brockenstube abgegeben.» Alle am Tisch teilen ihre Erfahrungen miteinander. Rasch zeigt sich in den Diskussionen: Die Lehrpersonen nutzen digitale Hilfsmittel häufiger, als sie dachten. Die didaktischen Ziele sind dabei vielfältig: Am häufigsten geht es darum, den Unterricht dynamischer zu gestalten und das



↑ Direkt in Aktion: Lehrpersonen können ihre Meinung mittels Smartphone äussern.



↑ EHB-Experte Patrick Vuilleumier kommentiert die Ergebnisse einer Umfrage bei den anwesenden Lehrpersonen.

Interesse der Lernenden zu wecken. Als weitere Gründe werden die Rückverfolgbarkeit und der Zeitgewinn genannt, zudem wollen sich die Lehrpersonen an die Lebensweise der Jugendlichen anpassen.

Lehrperson versus Coach

Die Digitalisierung birgt zwar grosses Potenzial, stösst aber auch auf Skepsis, etwa aufgrund der technischen Probleme, die damit einhergehen. Eine Englischlehrerin äussert die Befürchtung, dass das Niveau sinkt. «Mit digitalen Tools antworten Schüler/innen nur noch mit Ja oder Nein. Sie machen keine ganzen Sätze mehr.» Andere befürchten einen Legitimitätsverlust, weil der Wissensvorsprung gegenüber den Lernenden schmilzt. «Schüler, die sich für ein bestimmtes Thema interessieren, wissen dank des Internets manchmal mehr als die Lehrperson», sagt Henri-Robert Rollier, Leiter des Bereichs Ressourcen und Unterricht an der EPCL. Dadurch verändert sich die Rolle der Lehrperson, sie wird zum Coach. Eine Schulung in Coaching gehört denn auch zu den Bedürfnissen, die im Workshop ermittelt werden.

Zu den weiteren Forderungen gehören der Austausch zwischen Schulen, Ansprechpersonen für technische, didaktische und pädagogische Fragen sowie eine Liste mit empfohlener aktueller Software. Und natürlich kommt eine Digitalisierungsstrategie, die diesen Namen verdient, auch nicht ohne finanzielle Mittel aus. An dieser Strategie wollen die Lehrpersonen mitwirken – in Arbeitsgruppen und in einem digitalen Netzwerk, in dem alle Bereiche jeder Waadtländer Schule vertreten sind. Überdies möchten sich die Lehrpersonen die Best Practices aus Skandinavien zum Vorbild nehmen und zwecks Inspiration gar (mit dem Zug!) in die skandinavischen Länder reisen.

Rasch zeigt sich in den Diskussionen: Die Lehrpersonen nutzen digitale Hilfsmittel häufiger, als sie dachten.

Konkrete Empfehlungen für die Umsetzung

«Der Workshop war sehr bereichernd. Ich fand den Austausch spannend und kehre mit vielen Ideen nach Hause zurück», freut sich Marisa Marolda. Auch Kursleiter Patrick Vuilleumier ist zufrieden: «Die Teilnehmenden waren sehr aktiv und die Workshops produktiv.» Er und Sébastien Angehrn haben nun den Auftrag, zuhanden der Schulleitung einen Ergebnisbericht in Form eines Foto-protokolls zu erstellen. Das Dokument soll die Ergebnisse und die in den Workshops geäusserten Zweifel und Wünsche enthalten. Ebenso gehören eine Zusammenfassung sowie konkrete Empfehlungen im Hinblick auf die Umsetzung einer Digitalisierungsstrategie dazu. Dabei listen die EHB-Experten auch die dafür erforderlichen Instrumente, Infrastrukturen, Bildungs- und Unterstützungsmassnahmen auf.

EPCL-Direktorin Geneviève Nanchen wird über die Ergebnisse transparent informieren. «Die Schule muss sich an die gesellschaftlichen Entwicklungen anpassen, doch die Digitalisierung soll im Dienst der Pädagogik stehen und nicht umgekehrt», schliesst sie.

▪ lic. phil. Zélie Schaller, freie Mitarbeiterin, Kommunikation EHB

► www.ehb.swiss/digi-check-bfs

Unterstützung und Weiterbildung

Der Digi-Check des EHB ist eines von drei Elementen des vom Bund finanzierten Unterstützungsprogramms trans:formation für Berufsfachschulen. Sind die Massnahmen einmal festgelegt, können die Schulen Unterstützung in Anspruch nehmen, um ihre pädagogischen oder schulischen Entwicklungsprojekte umzusetzen. Das Angebot umfasst auch Weiterbildungsmassnahmen, welche die digitale Transformation der Schule unterstützen sollen.

Das EHB bietet im Bereich digitales Lehren und Lernen bereits eine Palette an Weiterbildungen an. Berufsfachschullehrpersonen haben die Möglichkeit, diese Kurse im Rahmen des Programms trans:formation kostenlos zu besuchen.

► www.ehb.swiss/transformation

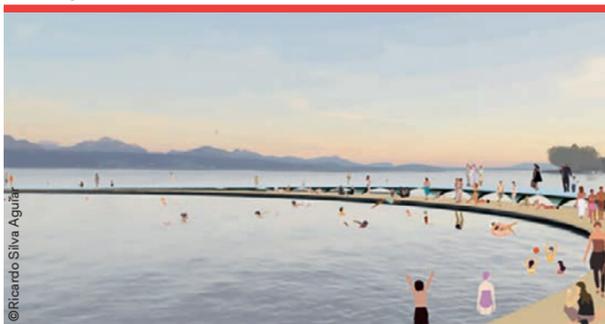


UNE VILLE D'APPRENTISSAGES



Lausanne forme des apprenti·e·s dans une trentaine de métiers. Les dernières candidatures pour la rentrée 2020 sont à déposer d'ici au 29 février. | page 3

Ce que Lausanne doit au Léman



Un documentaire à voir du 24 février au 14 mars au Forum de l'Hôtel de Ville montre comment le lac a déterminé l'histoire et le destin de Lausanne. | page 2

La dernière expo est *Extraordinaire!*



En juin, le mudac fermera ses portes à la Maison Gaudard pour déménager à Plateforme 10. Il présente d'ici là des objets détournés du quotidien. | page 2

Les paysages de Pietro Sarto



CULTURE — Né au Tessin en 1930, le peintre et graveur Pietro Sarto est établi sur les bords du Léman depuis 1944. L'exposition *Chemins de Crête 1949-2019*, organisée par l'association des Amis de Pietro Sarto, est à voir jusqu'au 26 avril. | AM

→ Espace Arlaud, 2 bis, place de la Riponne
→ Ouvert mercredi, jeudi et vendredi de 12 à 18 heures, samedi et dimanche de 11 à 17 heures.

Lausanne a bien joué



Plus de 2050 visiteuses et visiteurs ont participé à «Lausanne joue», week-end annuel organisé par les ludothèques lausannoises et la Ville. | page 2

Vers une politique municipale LGBTIQ+



Une soirée publique a lancé les consultations en vue d'une politique d'inclusion, quel·le que soit l'orientation sexuelle ou le genre. | page 3

La richesse des apprentissages à la Ville

ADMINISTRATION — De l'agent-e d'exploitation à l'apprenti-e cuisinier/ère, en passant par la viticulture ou la menuiserie, la Ville propose et encadre une diversité d'apprentissages dans une trentaine de professions. Les dernières candidatures pour la rentrée 2020 sont à déposer d'ici au 29 février.



Une apprentie met à la jauge une solution, au Laboratoire de Lutry du Service de l'eau.

«L'un des avantages de la Ville, c'est la grande richesse de son offre. Nous formons des personnes très diverses dans une trentaine de métiers. Et nos apprenti-e-s ont un excellent taux de réussite aux examens finaux», souligne Sébastien Angehrn, chef de l'unité Développement et apprentissage au Service du personnel. En juillet 2019, 63 apprenti-e-s de la Ville ont réussi leur CFC (Certificat fédéral de capacité), cinq seulement ont échoué.

5% du personnel

A la rentrée scolaire 2019, l'administration communale comptait 194 apprenti-e-s. Leur nombre est assez stable d'une année à l'autre et correspond à 5% du

nombre d'emplois. Pour les encadrer, l'administration communale dispose d'environ 140 formatrices et formateurs certifié-e-s. Pour celles-ci et ceux-ci, cela représente un engagement important, qui peut atteindre 30% de leur temps de travail, selon la profession et l'année d'apprentissage.

Diverses filières

Il existe plusieurs types d'apprentissages, mêlant à des doses variables une part d'activité professionnelle et une part de cours. Les plus nombreux sont ceux qui visent un CFC. Ils durent en principe trois à quatre ans (des durées raccourcies sont possibles dans des cas particuliers).

Pour l'intégration

Il y a par ailleurs les AFP, attestations fédérales de formation professionnelle, d'une durée de deux ans, les formations destinées aux adultes (dites «article 32»), ou encore les PAI, prolongations de l'apprentissage pour l'intégration, d'une durée d'une année, proposées aux personnes allophones issues de la migration souhaitant obtenir un CFC ou une AFP.

Des métiers en évolution

Le service du personnel supervise et accompagne tous ces apprentissages. Pour soutenir certains services communaux, il gère aussi un centre de formation (CFO) fréquenté cette année par 24 apprenti-e-s.

Le service veille aussi à adapter l'offre à l'évolution des métiers, qui sont d'ailleurs réévalués au plan national tous les cinq ans. Correspondent-ils toujours à la réalité du terrain et de l'économie? Le métier d'apprenti-e de commerce, notamment, sera réformé en 2022. Selon Sébastien Angehrn, ce changement tombe à point nommé, et «a besoin d'être réinventé» dans le contexte de la numérisation.

D'autres métiers ont le vent en poupe, comme celui d'assistant-e socio-éducatif/ve dans les crèches, les institutions pour personnes âgées ou handicapé-e-s, ou celui d'agent-e d'exploitation, un métier récent qui consiste à entretenir les bâtiments et leurs alentours pour garantir le bien-être des occupant-e-s. «Ce qui est important pour nous, conclut Sébastien Angehrn, c'est de prendre soin de nos apprenti-e-s.» | AM

Une vingtaine de postes à pourvoir

La plupart des postes à pourvoir en 2020 sont déjà attribués. L'entrée en fonction a lieu en principe en août, le début des cours en septembre. Une vingtaine de postes restent ouverts, dont trois d'apprenti-e agent-e d'exploitation, trois d'automaticien-ne, trois de cuisinier/ère et quatre de polymécanicien-ne. La Ville recherche également des électricien-ne-s de réseau, des paveuses ou paveurs, des menuisiers ou menuisières: «de beaux métiers souvent peu valorisés», regrette Sébastien Angehrn.

Pour déposer sa candidature, il faut remplir le formulaire à télécharger sur le site, et écrire une lettre de motivation à la main. Des stages de deux à cinq jours sont souvent exigés par les services avant le début de l'apprentissage.

- Ville de Lausanne, Service du personnel
Place de la Riponne 10, case postale 6904,
1002 Lausanne
- www.lausanne.ch/apprentissage

Les bases d'une politique LGBTIQ+

INTÉGRATION — Comment éviter les discriminations et violences à l'encontre des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, trans, intersexe, queer ou en questionnement? Le 12 février, une soirée de lancement a permis d'explorer les pistes d'une politique municipale. Entretien avec Yolande Gerber-Schori, coordinatrice du projet à l'Observatoire de la sécurité.

Le 9 février, les Suisses ont adopté par 63% des voix la norme pénale contre toute discrimination en raison de l'orientation sexuelle. A Lausanne, le taux d'acceptation a dépassé les 86%. La démarche de la Ville n'est pas directement liée à cette votation, mais peut ainsi s'appuyer sur de nouvelles bases légales.

Conformément à son programme de législation, la Municipalité a émis un rapport-préavis le 17 mai 2019. Depuis, elle a pris des engagements pour sa future politique LGBTIQ+. Elle veut que chacun-e puisse vivre et affirmer son identité de genre, son expression de genre et son orientation sexuelle en toute liberté et toute sécurité. Elle s'engage à ce que les prestations de la Ville et sa politique du personnel soient inclusives et non discriminantes.

Au cours de la soirée conférence-débat du 12 février, plusieurs orateurs ont salué l'originalité de la démarche consultative

lancée par la Ville de Lausanne. Quel était son but?

Yolande Gerber: Elle a lancé formellement cette démarche en vue d'une nouvelle politique d'inclusion des personnes LGBTIQ+ et de leurs proches. Plusieurs services de la Ville étaient présents, ils ont pu entendre les besoins exprimés par les associations, ainsi que les enjeux présentés par une experte et l'exemple des actions déjà menées par la Ville de Genève. Potentiellement, des domaines d'action et des prestations de la Ville très variés sont concernés par cette démarche.

Pas de politique LGBTIQ+ sans collaboration avec les associations concernées?

Oui, nous ne voulons pas adopter des mesures unilatérales, nous voulons leur donner la parole et nous appuyer sur leur expertise. A part Vogay et la Fondation Agnodice, il existe diverses structures bénévoles. Toutes répondent à des besoins.

Dans le débat, il a été question de «violences administratives» à propos de documents officiels qui ne prennent pas compte des spécificités des personnes LGBTIQ+. Le terme vous paraît-il justifié?

Il est fort, mais on peut le comprendre à l'écoute des témoignages et en tenant compte de l'effet de cumul, quand ces personnes sont répétitivement confrontées aux mêmes difficultés. L'adaptation des formulaires communaux est déjà évoquée dans le rapport-préavis du 17 mai 2019. C'est un gros travail qui ne fait que commencer.

Quelles sont les prochaines étapes pour établir cette politique?

Nous allons consulter par écrit les associations, les partenaires et les services de la Ville, afin d'avoir une vision globale de ce qui se fait ou pas, et d'identifier les besoins plus précisément. Puis un nouveau rapport-préavis sera adressé au Conseil communal à l'automne 2020,



Yolande Gerber et le drapeau arc-en-ciel de la diversité.

contenant des objectifs et des propositions de mesures. | AM

- www.lausanne.ch/lgbtqi

Au Conseil communal

Au cours de sa séance du mardi 11 février, le Conseil communal a notamment accepté les propositions de la Municipalité en vue de la création du Parc naturel du Jorat. Il en a adopté le budget, il a approuvé la constitution de l'association Jorat parc naturel, et il a adopté la charte de ce Parc. Celle-ci

permettra de faire la demande d'octroi du label «Parc d'importance nationale» à la Confédération. D'une superficie de près de 40 km², le massif forestier joratois, entièrement situé sur le territoire de la commune, est le plus grand massif forestier d'un seul tenant du Plateau suisse. | AM

Les séances du Conseil communal de Lausanne sont publiques.

Les séances passées sont à voir en vidéo à l'adresse www.sonomix.ch/live/lausanne
Information complète sur www.lausanne.ch/conseil-communal

IMPRESSUM / Ville de Lausanne Le Journal

Rédactrice responsable: Amélie Nappey-Barrail (ANB)
Rédacteur principal: Alain Maillard (AM) Equipe rédactionnelle: Françoise Augsburg (FA), Maryam Ben Ahmed (MBA), Nicole Cosendai (NC), Jeanne Dubuis (JD), Sylvie Ecklin (SE), Etienne Elsner (EE), Alexia Hagenlocher (AH), Alexandra Iwanoff (AI), Yann Rod (YR), Marino Trotta (photos), Wiktor Korewa (WK).
Contact: Ville de Lausanne - Le Journal, Bureau de la communication, Escaliers du Marché 2, Case postale 6904, 1002 Lausanne, presse@lausanne.ch Journal en pdf et abonnement à la newsletter sur www.lausanne.ch/lejournale Editeur: Ville de Lausanne Impression: CIL Lausanne